

MAIRIE DE
**SAINT-
OEN**

De Cayenne à Debain

Histoire et mémoire d'un quartier de Saint-Ouen

Textes de Pierre-Jacques Derainne

 **ARCHIVES**
MUNICIPALES

Édito

Quel beau défi que ce projet de « Quartiers en Histoire(s) » ! D'abord parce qu'il touche profondément à l'aventure humaine en un lieu précis hier, et aujourd'hui à partir du lieu immatériel qu'est la mémoire, il propose une construction collective du récit. Une mémoire d'habitants convoquée, lumineuse, d'un patrimoine chargé de ses propres émotions. Une mémoire accompagnée d'objets, de photos et enfin une mémoire confrontée au regard de l'Histoire et de l'historien.

Le quartier Debain-Michelet est donc le premier à relever le défi, la qualité de ce livret est le fruit de plus d'une année de travail, d'ateliers mémoires, d'ateliers pédagogiques, de rencontres, de recherche sous la houlette des Archives municipales

accompagnées de l'historien Pierre-Jacques Derainne. La richesse des témoignages, le prêt de documents d'archives personnels, l'implication des compagnies *L'ancre aux livres* et *Les Interstitiels*, du réseau de médiathèques, des acteurs de proximité, ont permis un croisement exceptionnel d'approches scientifiques, et d'approches subjective et sensible.

De la Zone, de l'ancienne Cayenne à nos jours, merci à tous ceux qui nous permettent au travers ce livret, cette plongée au cœur d'une histoire intime, et l'appropriation par les nouvelles générations d'une mémoire constitutive de l'identité de Saint-Ouen.

Sommaire

À l'origine, un cimetière et « quatre cousins »	6
Marbriers, chiffonniers et facteurs de piano	14
Parisiens, provinciaux, manouches et étrangers	24
Des roulottes aux HLM Bourdarias, de Baraduc au Chat perché	32
De la Zone à la Maison des jeunes, loisirs et jeux à Debain	42



6

La porte des Poissonniers en août 1948. Face à l'alignement des immeubles HBM parisiens, la Zone n'est plus qu'un vaste terrain vague après sa destruction par les autorités allemandes pendant l'occupation.

À l'origine, un cimetière et « quatre cousins »

Un territoire, quatre communes

Durant les années 1850, le quartier Debain n'est encore qu'une zone agricole à vocation maraîchère et céréalière. Nulle trace d'habitation, hormis deux dépôts de « poudrette »¹ isolés. Les lieux-dits qui le composent se nomment « Les Vingt-Deux Arpents, La Tombette, Les Gravier » Les seules rues aux alentours sont le chemin de la Procession (rue Adrien-Lesesne), utilisé par les bénédictines de Montmartre lors de processions à Saint-Denis, le chemin des Poissonniers, traditionnellement emprunté pour amener à Paris la marée en provenance

de Boulogne et d'autres ports, et le chemin de La Chapelle (rue du Docteur-Bauer).

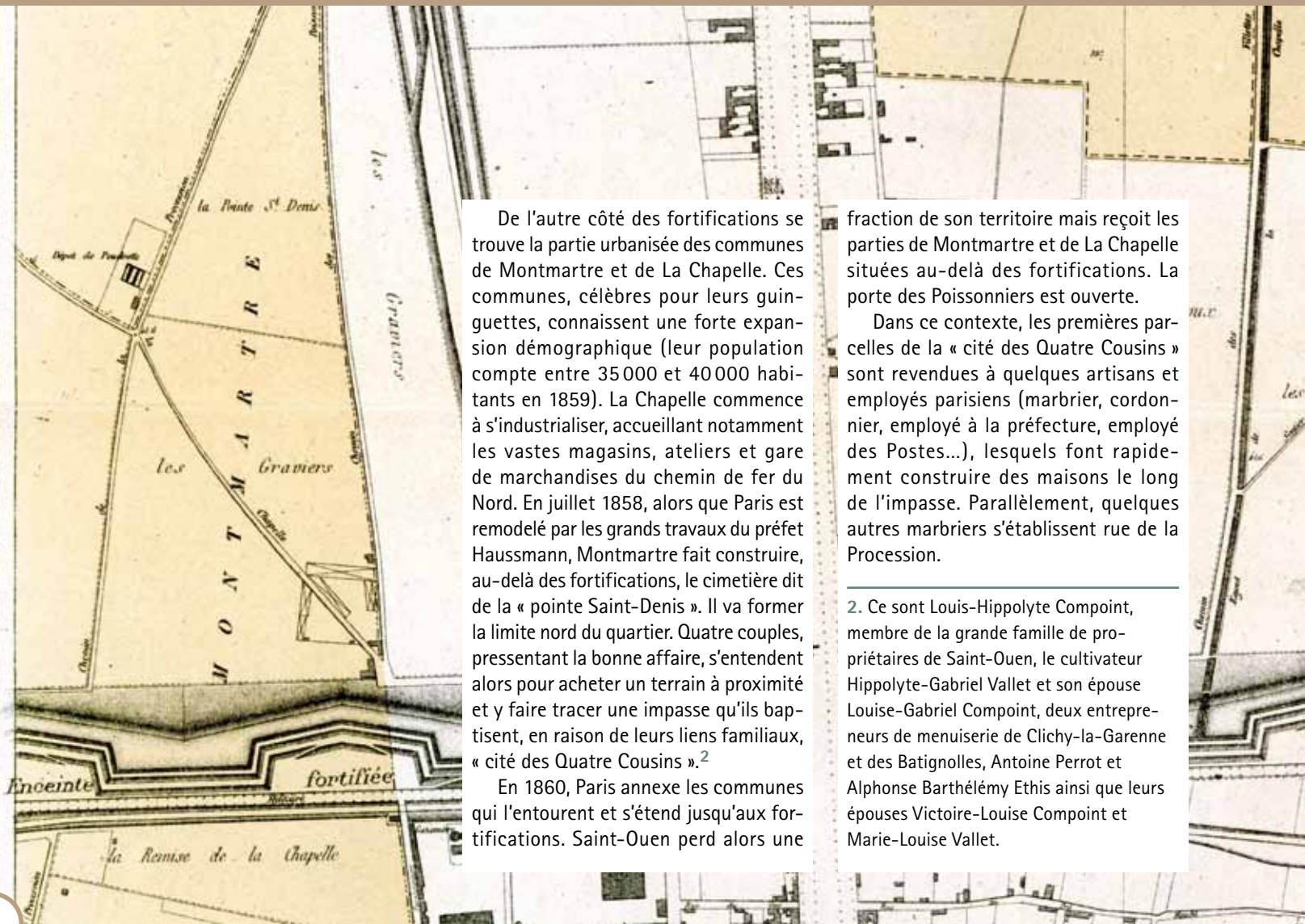
Ce quartier ne fait pas partie du territoire de Saint-Ouen mais dépend des communes de Montmartre et de La Chapelle, pas encore annexées par Paris. Deux limites sont déjà constituées :

— au sud, les fortifications (« les fortifs »), une large enceinte de défense militaire construite autour de Paris entre 1841 et 1845 ; devant le mur et son fossé se

trouve une « zone *non ædificandi* », c'est-à-dire non constructible, de 250 mètres de large ;

— à l'est, sur le territoire de La Chapelle, la ligne de chemin de fer du Nord, achevée en 1846, partant vers Saint-Denis.

1. Engrais issu de matières fécales.



De l'autre côté des fortifications se trouve la partie urbanisée des communes de Montmartre et de La Chapelle. Ces communes, célèbres pour leurs guinguettes, connaissent une forte expansion démographique (leur population compte entre 35 000 et 40 000 habitants en 1859). La Chapelle commence à s'industrialiser, accueillant notamment les vastes magasins, ateliers et gare de marchandises du chemin de fer du Nord. En juillet 1858, alors que Paris est remodelé par les grands travaux du préfet Haussmann, Montmartre fait construire, au-delà des fortifications, le cimetière dit de la « pointe Saint-Denis ». Il va former la limite nord du quartier. Quatre couples, présentant la bonne affaire, s'entendent alors pour acheter un terrain à proximité et y faire tracer une impasse qu'ils baptisent, en raison de leurs liens familiaux, « cité des Quatre Cousins ».²

En 1860, Paris annexe les communes qui l'entourent et s'étend jusqu'aux fortifications. Saint-Ouen perd alors une

fraction de son territoire mais reçoit les parties de Montmartre et de La Chapelle situées au-delà des fortifications. La porte des Poissonniers est ouverte.

Dans ce contexte, les premières parcelles de la « cité des Quatre Cousins » sont revendues à quelques artisans et employés parisiens (marbrier, cordonnier, employé à la préfecture, employé des Postes...), lesquels font rapidement construire des maisons le long de l'impasse. Parallèlement, quelques autres marbriers s'établissent rue de la Procession.

2. Ce sont Louis-Hippolyte Compoin, membre de la grande famille de propriétaires de Saint-Ouen, le cultivateur Hippolyte-Gabriel Vallet et son épouse Louise-Gabriel Compoin, deux entrepreneurs de menuiserie de Clichy-la-Garenne et des Batignolles, Antoine Perrot et Alphonse Barthélémy Ethis ainsi que leurs épouses Victoire-Louise Compoin et Marie-Louise Vallet.



Plan de la commune de La Chapelle Saint-Denis, avant la construction du cimetière.



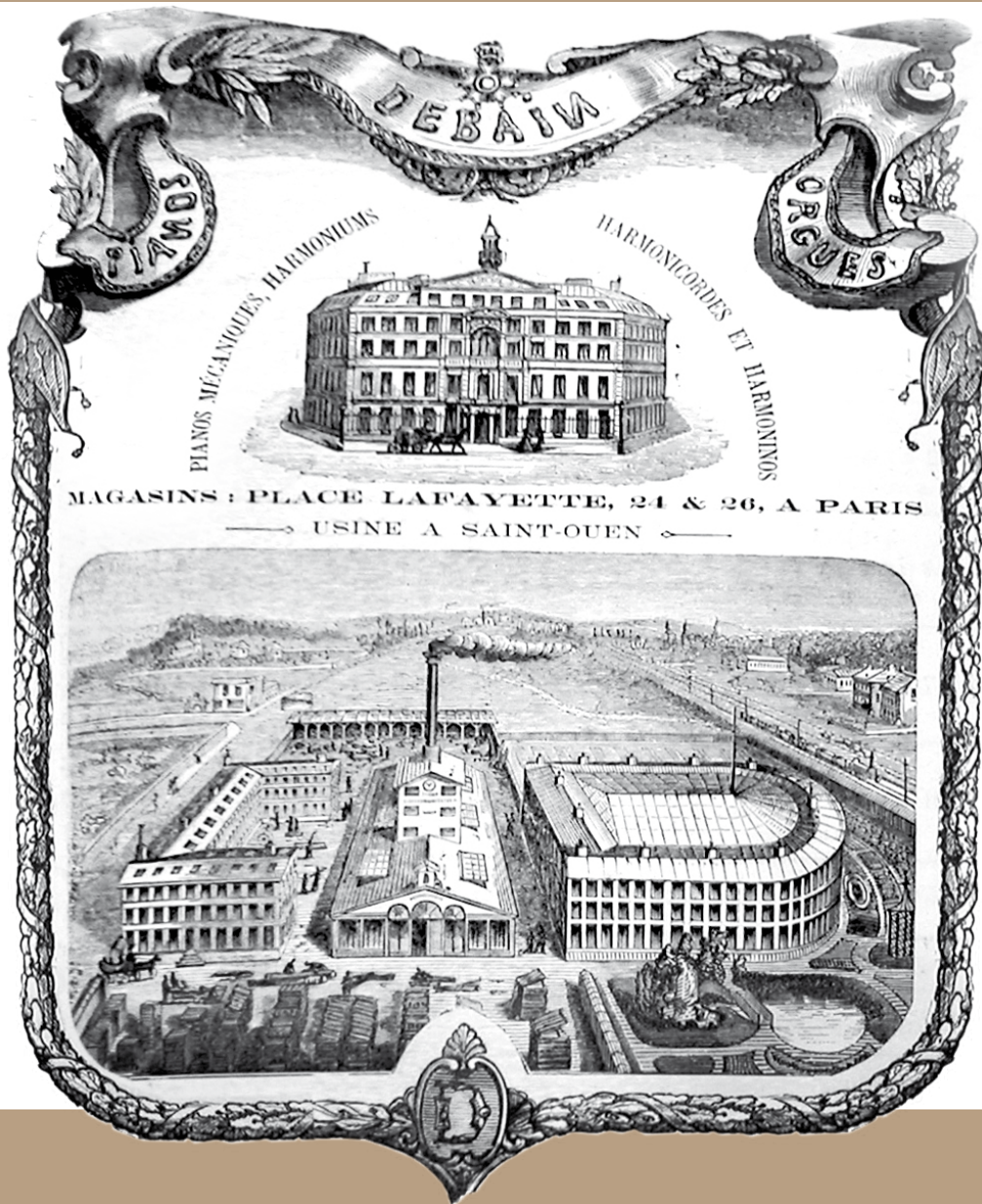
Debain s'installe et le quartier se lotit

Après l'annexion des communes par Paris, le célèbre fabricant d'harmoniums, harmonicordes, pianos et orgues Alexandre Debain, confronté à une demande croissante d'instruments, décide de construire une nouvelle et grande usine. Pour s'affranchir des droits d'octroi sur les bois et matières premières³, il l'installe hors de Paris, non loin de son établissement de la rue Lafayette et à proximité de sa résidence à Montmartre. Vers 1863, son usine ouvre le long de la rue des Poissonniers, sur un terrain de 15 000 m².

En 1865 s'achève la construction de la route départementale n° 20 ou route d'Épinay (avenue Michelet), qui part des fortifications jusqu'à la route impériale n° 14, près d'Épinay. Cette voie complète, à l'ouest, les trois autres limites déjà existantes. Alexandre Debain perce alors, en 1866, une rue en terre, à laquelle il attribue son nom. En prolongeant le chemin de La Chapelle, la rue Debain permet de faire la jonction entre la rue des Poissonniers et la route d'Épinay. Quelques nouveaux habitants viennent s'établir au bord de ces voies : ils sont marbriers, cabaretiers, cordonniers, travailleurs de la Compagnie des chemins de fer du Nord, fabricants de produits chimiques (Dubosc, Duchemin). La population demeure toutefois encore insignifiante à la fin des années 1860.

À partir des années 1869 – 1870, la spéculation immobilière se développe et des terrains sont lotis. Certains industriels attirés par l'isolement des lieux cherchent à s'implanter. En 1870, douze lots d'une étendue d'un hectare et demi sont vendus aux enchères au lieu dit « les Vingt-Deux Arpents ». L'ouverture d'une nouvelle rue est envisagée à cette occasion ; elle commencera à être habitée vers 1877 et sera baptisée « rue des Entrepôts » du fait de l'arrivée de deux marchands de vins en gros, Jean-Pierre Boyer et Jean-Antoine Besombes. Entre-temps, le cimetière est étendu en 1872 par la Ville de Paris, couvrant désormais une surface de 27 hectares, et la route d'Épinay comme la rue Debain commencent à s'urbaniser. En 1884, 35 propriétaires au moins résident déjà rue des Entrepôts.

3. Il affirmera avoir fait une économie de 15 000 à 20 000 francs par an en s'installant à Saint-Ouen.



Pendant plusieurs décennies, les bâtiments côtoient les champs, jardins et terrains en friche. Les rues des Gravieres et de la Procession, par exemple, ne comportent encore qu'une vingtaine de maisons chacune en 1886, la rue Desportes une dizaine. En 1898, le passage Molière qui accueille ses premières maisons n'est qu'un champ ! On raconte que le blé pousse encore sur certaines parcelles près de la rue Eugène-Berthoud au début des années 1920.

Usine de piano d'Alexandre Debain vers 1867.

Un étrange surnom

Comment expliquer la dénomination de « Cayenne » attribuée au quartier ? Celle-ci demeure vivace jusque dans les années 1960. On raconte encore dans le quartier que ce nom s'expliquerait par l'itinéraire de prisonniers en partance pour le célèbre bagne. La recherche historique vient cependant démentir la légende.

Une « Cayenne » avait auparavant plusieurs significations : elle pouvait désigner un vaisseau servant de caserne flottante ou de lieu de détention, une cuisine pour matelots, un lieu d'hébergement collectif des ouvriers compagnons ou encore une espèce de calotte servant à la coiffure des paysannes du Berry. Dans son *Dictionnaire de la langue verte* publié en 1863, Alfred Delvau donne deux sens à l'expression « Cayenne ». Le premier : « Cimetière extra-muros, dans l'argot du peuple, pour qui il semble que ce soit là une façon de lieu de déportation. Il dit aussi champ de navets ». Le second : « Atelier éloigné de Paris ; fabrique située dans la banlieue. Argot des

ouvriers ». Or, à cette date, le cimetière est déjà construit et Alexandre Debain ouvre son usine. Six ans plus tard, le journal *Le Correspondant* mentionne explicitement cette fois le cimetière de Saint-Ouen et fait allusion à un hameau proche de La Chapelle : « Quant au cimetière de la Porte Saint-Denis, dit de Cayenne, parce qu'il se trouve attenant au petit groupe de maisons voisin de La Chapelle, qui porte ce nom, à moins d'un kilomètre de la Porte de Paris, il est rempli aujourd'hui et l'on n'y enterre plus depuis 1867 ». Selon Félix Barbier, Alexandre Debain cite dans un courrier de 1873 l'expression « hameau de Cayenne ». Cinq ans plus tard, Lucien Rigaud écrit dans son *Dictionnaire du jargon parisien* que Cayenne désigne « l'ancien cimetière de Saint-Ouen, au-delà du boulevard Ornano », et est en même temps « le surnom du village qui avoisine ce cimetière ; ainsi nommés parce que l'un et l'autre sont très éloignés ».

En signifiant à la fois l'éloignement et le supplice, la métaphore péjorative « Cayenne » semble donc désigner au départ le cimetière ou le « hameau » et peut-être l'usine Debain. En 1886, l'expression « Cayenne » est adoptée officiellement par le recensement quinquennal pour désigner un des quartiers de Saint-Ouen. Le sens va encore fluctuer dans la littérature : en 1900, l'écrivain Georges Renault n'affirme, dans *Les Rois du ruisseau*, que le marché de Saint-Ouen, « ou comme on l'appelle plus spécialement dans le monde des biffins, Cayenne, se tient tous les dimanches, passé la porte de Clignancourt, sur l'avenue Michelet ».



Photographie aérienne de 1922 détail.

Le quartier Debain, entre le cimetière parisien au nord, le chemin de fer à l'est, les fortifications au sud et l'avenue Michelet à l'ouest. Luchaire, la plus grosse usine du quartier avec ses toits en dents de scie (sheds) (1), le quadrilatère du groupe scolaire Michelet (2) et l'emprise triangulaire de la RATP (3). Au sud, la Zone avec ses parcelles couvertes de cabanons et de jardins.





Marbriers, chiffonniers et facteurs de piano

Les marbriers

Après l'ouverture du cimetière, les premiers marbriers s'installent chemin de La Chapelle, chemin de la Procession et rue Debain, tels Frédéric Guillouet, Pierre Barbier, les deux frères Moreau, Jacques Kohler... En 1896, on compte environ une cinquantaine de marbriers, graveurs sur marbre, tailleurs de pierre, sculpteurs sur pierre et autres scieurs de pierre, une majorité demeurant avenue Michelet. L'entreprise de marbrier est souvent une petite affaire familiale qui se transmet de père en fils ou bien qui est gérée, à la suite du décès du patron, par la veuve du

défunt. Les patrons sont en relation avec des négociants, propriétaires de carrière de pierre en province (dans l'Yonne et en Côte-d'Or notamment)¹, des fabricants de couronnes. Certains disposent d'ateliers et de magasins près d'autres cimetières. Plusieurs entreprises demeurent toutefois fragiles et n'échappent pas à la faillite comme celles de Joseph Kohler en 1867, de Toussaint en 1878 ou encore, durant la grande crise économique des années 1890, celles de Paul Barras et la veuve de Jules Dautun.

Durant l'entre-deux-guerres, quelques maisons ont disparu de Saint-Ouen comme celles d'Ernest Lozouet, qui s'est replié sur Paris intra-muros, de Barras ou de Beillet. D'autres changent de main : Buy succède notamment à Guérin au milieu des années 1920 et étend son activité à la province. Mais il en existe encore une vingtaine, la plupart fondées dans le dernier quart du XX^e siècle. Cette période voit s'engager un processus de concentration qui fera se réunir plusieurs maisons : Rolland, Cosson et Lecreux d'abord, puis Barochet et Bouery à

1. Renard et Fèvre ou bien Civet-Crouet et Gautier.



la fin des années 1930. Les bombardements alliés du 21 avril 1944 visant la gare de La Chapelle touchent durement plusieurs marbreries, notamment la maison Goudry. Au sortir de la guerre, le nombre d'établissements décline régulièrement (treize en 1950, neuf en 1969, sept en 1978) tandis que se poursuit la concentration du secteur avec la réunion de Schultz et Trémelet, qui rejoindront Guérin et Buy en 1972 avant d'être absorbés en 2002.

Industriels et ouvriers du piano

Durant le Second Empire, l'industrie et le commerce du piano s'implantent fortement dans le nord-est de Paris (chaussée Clignancourt, faubourg Poissonnière, rue des Poissonniers...). Vers 1863, Alexandre Debain est le premier fabricant à s'installer dans le quartier. Après sa mort en 1877, l'entreprise périclité et l'usine est vendue en 1885 à la Compagnie des chemins de fer du Nord.

Debain est rapidement imité. En 1865, Wolff crée à Saint-Denis, sur le boulevard Ornano, une vaste usine de plus de cinq hectares. En 1872, c'est au tour d'Antoine Bord d'établir à Saint-Ouen un établissement au 43 avenue Michelet, sur un terrain de 16000 m². Bord se lance dans une production de masse à moindre coût, tournée vers le marché français et international. Sa manufacture fabrique déjà 84000 pianos en 1893, soit une moyenne de 12 par

jour². En 1900, elle en vend 103000 avec un rythme de fabrication de 3000 par an³. Après sa mort en 1888, l'entreprise sera reprise par Stilles-Cailleau et C^{ie} de 1909 jusqu'en 1925. Elle sera ensuite absorbée par Regy puis, vers 1933, en pleine crise économique, par Pleyel. Le quartier accueille encore Hansen qui quitte Paris vers 1892, pour le 26 avenue Frayce. L'établissement cessera son activité après la destruction de l'usine par les bombardements d'avril 1944. D'autres facteurs de pianos, tels Mussard, Focké, choisissent également de s'établir à Saint-Ouen, mais hors du quartier Debain.

Les usines de pianos du quartier ont des effectifs relativement importants. Debain emploierait environ 600 ouvriers en 1867, Bord une centaine en 1885⁴ et entre 150 et 180 au tournant du siècle - environ 400 sur l'ensemble des deux usines audonienne et parisienne. Elles consomment une grande

quantité de bois, dont beaucoup de bois précieux, hêtre, chêne, charme, noyer, palissandre, acajou, etc. Bord n'effectue à Saint-Ouen que le gros œuvre, le montage et le séchage du bois. Il stocke sur un chantier près de son usine ses bois élevés en hautes piles. Non sans danger puisqu'un incendie embrase une centaine de piles en juillet 1885. Le feu franchit même les murs du cimetière mais épargne l'usine et le proche dépôt de tramways.

Les ouvriers du piano sont un milieu professionnel relativement organisé capable de mener des conflits importants. En décembre 1864, un vaste mouvement des ébénistes en pianos touche un grand nombre de manufactures. La grève s'éteint à la fin du mois, seuls les 600 ouvriers de Debain restant mobilisés⁵. Chez Bord fonctionne, depuis 1865, un système de participation des ouvriers aux bénéfices de

2. *Pierre Constant*, Les facteurs d'instrument de musique, les luthiers et la facture instrumentale, *précis historique*, 1893.

3. Revue illustrée de l'exposition universelle, 25 janvier 1898.

4. Le Petit Parisien, 9 juillet 1885.

5. Archives nationales : archives Rouher (45AP 6).

La tradition « chiffonnière »

l'entreprise. En seize ans, ce dernier avance un montant de 1 214 000 francs distribués, soit une moyenne de 76 000 francs par an⁶. Une partie du personnel remet pourtant en cause ce système en 1891, optant pour une augmentation des salaires et des prix à façon. En mars 1892, une nouvelle grève éclate à propos d'une tentative de réorganisation du travail. La Chambre syndicale des facteurs de pianos et orgues soutient les grévistes, « mettant à l'index » la maison Bord et appelant les travailleurs des autres usines à leur verser 5 % de leur salaire. Bord remaniera malgré tout ses ateliers.

Poussés progressivement à quitter Paris à cause de l'insalubrité de leur activité et de leurs logements (notamment depuis la réglementation sévère du préfet Eugène Poubelle en 1883), les chiffonniers, aussi appelés « biffins », s'installent progressivement en banlieue. Mais certaines communes chiffonnières se ferment également à eux, telle Clichy qui démolit après l'épidémie de choléra de 1890 la « cité du soleil » et la « cité Foucault », distribuant même de l'argent à certaines familles pour les éloigner.

Ceci explique l'exode croissant de chiffonniers vers Saint-Ouen, et notamment vers le quartier Cayenne, à partir des années 1880, là où le prix des terrains est peu élevé et où, de surcroît, un marché « pouilleux » se constitue qui leur permet d'écouler une partie de leurs marchandises. Ils s'installent d'abord rue des Entrepôts ainsi qu'avenue Michelet et en particulier

dans les cités Millet (n° 25) et Coiffrel (n° 33). C'est d'ailleurs au n° 25 que le Syndicat des chiffonniers et chiffonnières de Paris établit son siège après sa fondation en 1899. Quelques années plus tard, après la fermeture de ces deux « cités », l'activité chiffonnière se déplace surtout dans les petites rues proches ou à l'intérieur de la Zone (rues Desportes, Eugène, Baudin, Adrien-Lesesne ainsi que le bout de la rue de La Chapelle) et dans une moindre mesure rue Eugène-Berthoud et impasse Germaine. La ville compte un millier de chiffonniers environ en 1916 soit, avec les membres de leur famille, 2 800 à 3 000 personnes. Une carte d'avril 1915 recense un peu moins d'une centaine d'habitations pour le seul quartier Cayenne.

Les chiffonniers partent chaque matin, le plus souvent en famille, avec leur charrette à bras faire les poubelles à Paris. Ils récu-

6. Archives nationales : statistique industrielle, Paris, 1888 (F12 6173).

pèrent de nombreux déchets qui varient au fil de l'évolution de la consommation et des transformations technologiques : chiffons, os⁷, peaux de lapins, papier, verre, ferraille, cheveux... Après les avoir triés, ils les revendent aux chiffonniers en gros qui disposent d'entrepôts ou de dépôts⁸. Ces derniers sont toutefois peu nombreux dans le quartier : les autorités ne recensent ainsi que deux dépôts d'os ou de chiffons vers 1915 dont celui de M. Astruit, 30 rue Desportes.

7. Utilisés pour la confection de boutons, de peignes, de manches de couteaux, pour l'extraction du noir animal et la fabrication de la colle, de la gélatine, des engrais...

8. Les rebuts partent ensuite à la Broyeuse de Saint-Ouen, ouverte en 1899, où exercent d'autres chiffonniers.



Chiffonnier et attelage revenant d'une tournée, vers 1900.

Les chiffonniers vivent, pour la plupart, dans des conditions misérables. Ils habitent des petites maisons, ou des baraques, près desquelles ils entassent leurs détritrus. Aussi sont-ils souvent en première ligne face aux épidémies.

Durant l'entre-deux-guerres, l'activité chiffonnière attire des émigrés d'Europe centrale et orientale, majoritairement juifs. Le dépôt du 30 rue Desportes est ainsi tenu par un Ukrainien originaire de Kharkov. Au sortir de la guerre, il existe toujours des dépôts de chiffons dans le quartier, par exemple au 77 rue des Poissonniers. Mais l'activité se réduit ensuite progressivement, du fait notamment de la délocalisation de l'industrie textile. Le dernier entrepôt disparaît durant les années 2000.



Grandes industries et petits ateliers

L'industrie prend la forme de grandes entreprises et d'ateliers plus modestes, concernant des secteurs très diversifiés : industries chimiques, piano, menuiserie, scierie, transports, literie, métallurgie, pierre, maçonnerie, alimentation, luxe... Les grands établissements se fixent surtout de chaque côté de l'avenue Michelet : entre 1882 et 1910 s'implantent ainsi successivement la menuiserie Muller au n° 24, le dépôt de la Compagnie générale des omnibus (CGO) au 59, le fabricant de fourneaux de cuisine Cubain au 114, la manufacture de poinçonneuses-cisailles Seguelongue au 7-11, l'atelier de maintenance du métro au 117. La guerre voit s'établir l'usine Coupé-Hugot au n° 11, qui fabrique des appareils de lavage, des ponts roulants et, entre autres des grues électriques. Durant l'entre-deux-guerres, arrivent encore les établissements

Catalogue de l'atelier de confection de talons en bois Huygen, vers 1920.

Wolff frères au n° 13 bis, spécialisés dans l'outillage et les machines-outils pour le travail de la tôle et auxquels succède l'EMSO (Établissements métallurgiques de Saint-Ouen), le fournisseur d'articles pour mode Jacques Gros aux 43-57, la biscuiterie Ramey, etc.

En dehors de cette avenue, la plus grande usine du quartier reste l'usine Luchaire (mécanique générale, chaudronnerie, emboutissage), qui a quitté Paris en 1913 pour se fixer 155 rue de La Chapelle (rue du Docteur-Bauer). L'entreprise se spécialise d'abord dans les douilles d'obus puis diversifie sa production, fabriquant entre autres compresseurs d'air, machines à jets de sable, aéro-élévateurs de liquide... Elle occupe 300 ouvriers en 1913, 250 en 1929. Moins importante est l'usine de literie Jean qui confectionne en 1911, rue des Entrepôts (du n° 4 au n° 10), des oreillers, traversins, édredons, matelas et sommiers élastiques. L'établissement, qui emploie beaucoup de femmes du quartier, sera repris après la

Première Guerre mondiale par Georges Losfeld, qui disposera d'un autre bâtiment au 114 de l'avenue Michelet.

Le quartier accueille aussi une foule de petites usines et ateliers comme, vers 1910, la scierie de la veuve Guillou au 62 avenue Michelet (transférée ensuite en partie 53 rue Eugène-Berthoud), ou encore durant l'entre-deux-guerres les entreprises de maçonnerie Bernut (rue des Entrepôts) et Molinard (rue Adrien-Lesesne), l'atelier de manufactures de talons de bois, ouvert vers 1920 par Alexandre Huygen au 6 rue Casses, ainsi que des artisans matelassiers. Certaines petites usines subsistent encore durant les années 1960, tel l'établissement de découpe de pierre, à l'angle des rues Desportes et du Docteur-Bauer, que les habitants du quartier nomment « La carrière ». Quelques matelassières travaillent encore à cette époque : « *Au 8 rue Baudin, au rez-de-chaussée, il y avait aussi un menuisier qui s'appelait M. Nain. Et sa femme était matelassière. Et son atelier de matelasserie*

*était à l'angle de la rue Casses. Elle cardait la laine, elle avait sa machine à carder, je me souviens très bien d'entendre ce bruit. Elle avait son... métier où elle tendait ses toiles. Elle confectionnait ses matelas de laine qu'elle vendait partout. Et son mari était menuisier, un très bon menuisier qui travaillait pour beaucoup pour les antiquaires du Marché aux Puces ».**

Si quelques entreprises demeurent toujours florissantes dans l'immédiate après-guerre (Coupé-Hugot, par exemple, occupe plus de 200 salariés au début des années 1950), la plupart disparaissent progressivement ou sont délocalisées (Coupé-Hugot se déplace vers 1961 à Cosne-sur-Loire, Seguelongue quitte Saint-Ouen au milieu des années 1980). Elles cèdent parfois la place à des sociétés de service (les taxis G7 s'installent notamment sur l'emplacement de l'ancienne entreprise Luchaire). Beaucoup de petits ateliers ferment également : « *Au début des années 1960, il y avait encore une petite fonderie au coin de*

*Les textes en vert correspondent aux témoignages des habitants collectés dans le cadre du projet Quartiers en histoire(s).

la rue Casses et de la rue Eugène. C'était une entreprise familiale. Le patron logeait dans un pavillon de la rue Casses juste à côté. Mon grand-père y travaillait. Moi, petite, j'y rentrais comme dans un moulin. Elle a fermé vers 1968 ; personne n'a voulu la reprendre. »

Matelassière installée devant l'ancien n°9 de la rue Adrien-Lesesne, vers 1935.

Un quartier longtemps commercial

Après 1870, le quartier attire progressivement de nombreux commerces, surtout avenue Michelet, rue des Entrepôts et autour du carrefour Debain : marchands de vin mais aussi boulangers, bouchers, épiciers, fleuristes (du fait de la proximité du cimetière), coiffeurs, sans compter les petits métiers ambulants tels que marchands des quatre-saisons, marchands de mourois, porteurs de pain... En 1886, la rue des Entrepôts compte déjà quatre marchands de vin, un boulanger, un épicier, une bouchère, un coiffeur, deux fleuristes, deux porteurs de pain... En 1921, elle accueille, pour ne citer que les seuls commerces de bouche, quatre boucheries dont deux chevalines, trois épiceries, une boulangerie, une charcuterie. Cette présence commerciale renforce l'impression de « village », même si certaines rues commerçantes du XVIII^e arrondissement (rue du Poteau notamment) attirent aussi des habitants du quartier.

Les « marchands de vins et liqueurs » sont particulièrement nombreux. En 1886, une trentaine d'entre eux sont déjà établis

de chaque côté de l'avenue Michelet. Ils sont aussi souvent restaurateurs, épiciers, hôteliers ou encore livreurs de charbon, tel le Chantier du rond-point situé à l'angle de la rue de la Procession et de la rue de La Chapelle ou le Petit tonneau, rue des Entrepôts : *« Mes grands-parents étaient des Auvergnats de Paris. Après leur mariage, ils ont acheté, dans l'entre-deux-guerres, une boutique au 45 rue des Entrepôts. Ils faisaient épicerie-buvette au départ et ensuite ils ont fait le charbon. Vers l'âge de 15-16 ans, mon oncle a commencé à travailler, il livrait le charbon avec une petite voiture à bras dans les rues du quartier, qui étaient mal pavées à l'époque. C'était très dur de tirer la voiture et il montait ces étages à pied avec ses sacs de cinquante kilos sur le dos pour alimenter les cuisinières à charbon. Dans l'épicerie, ça se vendait au vrac, les pommes de terre au vrac, le vin à la tireuse, c'était un grand réservoir. Le magasin faisait glacier aussi avec les grands pains de glace pour alimenter les glaciers dans les appartements ».*



Enfants, rue Eugène-Berthoud, dans les années 1950.

Parisiens, provinciaux, manouches et étrangers

Les premiers habitants

Le peuplement du quartier débute dans les années 1860. En 1886, le quartier accueille déjà 3 200 habitants, soit environ 15 % de la population de la ville. L'avenue Michelet est la plus peuplée avec 1 200 habitants, devant la rue des Entrepôts (où se sont installés en moins de dix ans 420 habitants), et les rues Debain et des Quatre-Cousins (Eugène-Berthoud), qui comptent environ 300 habitants chacune... La décennie suivante voit s'accroître les flux des chiffonniers et des ouvriers du chemin de fer (une vingtaine de familles habite déjà rue des Gravieres en 1896). Cette décen-

nie est aussi marquée par une très forte hausse du nombre d'habitants du passage des Quatre-Cousins, qui atteignent les 700 en 1896. C'est ensuite au tour des rues des Gravieres et Desportes de se peupler fortement, passant respectivement, entre 1896 et 1911, de 200 à 450 et de 150 à 365 habitants. Les rues des Entrepôts ou Debain s'accroissent moins rapidement, atteignant 840 et 510 habitants en 1911.

Certaines maisons sont alors surpeuplées, rue des Entrepôts notamment. Au n° 37, un immeuble compte, en 1896,

46 ménages, soit un total de 110 personnes environ, des familles modestes essentiellement : les maris sont chauffeurs-mécaniciens, chaudronniers, cochers, ébénistes, ouvriers en pianos, emballateurs, peintres, cordonniers, porteurs aux Halles... Les épouses, blanchisseuses, couturières, perleuses, piqueuses sur bottines, « couronnières » (fabricantes de couronnes), fleuristes, femmes de chambre, etc. En 1906, un hôtel de la rue accueille chaque nuit environ 150 locataires, « camelots, pauvres hères et tous les gagne-petits en quête d'un gîte »¹.

1. Compte-rendu des séances du Conseil d'hygiène publique du département de la Seine, 1906, p. 198.

L'arrivée des provinciaux

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, de nouveaux habitants venus de province s'installent dans le quartier. Beaucoup ont déjà séjourné au sein de la capitale, dans le XVIII^e arrondissement notamment, ou en

banlieue, avant de s'installer à Saint-Ouen. En 1911, ils forment déjà plus d'un tiers de la population de la rue des Graviers. En 1921, du fait de l'afflux de réfugiés du nord de la France pendant la guerre et du besoin

de main-d'œuvre important, les provinciaux représentent au moins un tiers de la population des rues Debain et Desportes, et même plus de 50 % des habitants de la rue des Graviers. Installés souvent en famille, ils arrivent de diverses régions : Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Normandie, Bretagne, Bourgogne, Limousin, Ardennes, Auvergne (notamment quelques cafetiers qui viennent de l'Aveyron et du Cantal)...
« Pour les courses, le grand-père allait souvent rue du Poteau à Paris, parce qu'il y avait les produits régionaux d'Auvergne. Il achetait de la fougasse et du vieux cantal. Lui, il avait le béret, il parlait en patois avec ma grand-mère ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, plusieurs habitants profitent de ces attaches familiales pour quitter le quartier : *« Mon grand-père paternel venait de l'Yonne, entre Sens et Saint-Florentin ; ils avaient envoyé pendant la guerre mon père dans l'Yonne, dans la famille, pour qu'il soit à l'abri du STO. Mon grand-père, c'était le seul qui était venu de l'Yonne parce que lui, les métiers de la terre, c'était pas son*



Un café, 45 rue des Entrepôts, dans les années 1930, tenu par une famille d'Auvergnats.

La présence étrangère

truc. Il a passé des concours et travaillait aux Eaux et Forêts de la Ville de Paris et après quelques postes, comme à Pierrelay, en Seine-et-Oise à l'époque, il est arrivé au Pont de Saint-Ouen, chef égoutier. Il a fait sa vie à Saint-Ouen, mais sa famille était dans l'Yonne, il allait en vacances dans l'Yonne tous les ans ».

Les étrangers sont peu nombreux jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ce sont d'abord surtout des Belges qui exercent les métiers de cordonnier, menuisier, ébéniste, journalier, raffineur... L'immigration s'accroît au sortir de ce conflit avec l'arrivée de nombreuses familles espagnoles, polonaises et portugaises et de quelques Italiens, Russes, Algériens, sans compter les réfugiés belges... *« Mon grand-père, originaire de Ciudad Rodrigo, province de Salamanque, est arrivé en France vers 1915, à l'âge de 15-17 ans ; il a travaillé comme ouvrier aux fonderies de Pont-à-Mousson à Saint-Étienne-du-Rouvray, dans la banlieue rouennaise, mon père y est né. Entre 1923 et 1925, la famille est arrivée à Saint-Ouen, rue de La Chapelle ».* Les Espagnols de Cayenne sont le plus souvent manœuvres, travaillant dans des usines de Saint-Denis (Mouton, Compagnie française des métaux, Usine électrique) ou de Saint-Ouen (Traitement industriel des résidus urbains ou Tiru, CGO...). L'immigration portugaise est également en grande majorité ouvrière :

« Je suis arrivée du Portugal dans les Landes en 1928, j'avais 6 ans, mon père travaillait pour déblayer les chantiers, il était maçon. On est venu ici à Saint-Ouen à cinq en 1930, on habitait rue de La Chapelle dans la Zone. Mon père travaillait à la verrerie à la Plaine Saint-Denis. C'était dur. Il fallait réparer les fours, avec la chaleur... Des fois, il travaillait, il y avait les pompiers à côté ».

Quant aux migrants d'Europe centrale et orientale, ce sont souvent des juifs originaires de Pologne, de régions de l'ex-URSS telles que l'Ukraine ou la Bessarabie (actuelle Moldavie), dont plusieurs exercent les métiers de commerçant, boucher, brocanteur, chiffonnier... à Debain ou aux Puces. La famille Winograd, par exemple, originaire de Pologne, s'installe d'abord au 83 avenue Michelet où habitent plusieurs familles juives polonaises. Puis, après la naissance d'un enfant en 1937, ils déménagent rue Adrien-Lesesne. La mère trouve un emploi à domicile : elle coud, pour une usine voisine, des matelas et autres édre-



dons en plume. Elle et ses deux enfants sont victimes de la rafle du 16 juillet 1942 puis transférés dans les Ardennes. Conduite sans ses enfants à Auschwitz dans le convoi 66 du 20 janvier 1944, elle périra gazée.

Après la Libération, les Espagnols sont toujours fortement présents rue Adrien-Lesne, avenue Michelet ; les Portugais, rue Debain ; les Polonais, rue Morand... Le début des années 1960 marque l'arrivée d'ouvriers africains logeant dans des conditions déplorables dans des dortoirs de la rue Debain ou des hôtels de l'avenue Michelet. La présence étrangère se maintient durablement par la suite, les étrangers formant environ un cinquième de la population en 1999.

Beaucoup d'enfants de parents immigrés grandissent dans le quartier et se mêlent aux autres enfants à travers la scolarité, les jeux, etc. Certains se souviennent toutefois avoir dû affronter un certain



Africains au 12 rue Debain. Enquête sur les « marchands de sommeil », juin 1969.

racisme, comme cette fille de Portugais évoquant les années 1930 : « Il y a un truc qui maintenant ne se fait plus mais moi, ça m'a beaucoup marquée. Si une maîtresse rentrait ou n'importe qui, on se levait, on se mettait debout à côté de notre table. On attendait qu'on nous dise de nous asseoir. Et quand ils venaient et qu'ils parlaient : oh ben oui, elle fait beaucoup de fautes, mais vous savez chez elle peut-être qu'ils parlent pas français... Alors ça, ça me tuait. Et après on disait : les étrangers levez-vous ! Pour voir combien d'étrangers on était. Alors moi, dans ma tête, je me disais « Pourquoi je suis portugaise ? ».

Une certaine mixité sociale

La hausse de la population commence à s'atténuer après la Première Guerre mondiale. En 1921, la population de l'avenue Michelet atteint plus de 2 000 habitants, et la rue Adrien-Lesesne accueille 700 habitants contre 160 dix ans plus tôt. Mais la population des autres voies n'augmente guère. La rue des Gravieres connaît même un certain déclin. Les habitants demeurent toujours majoritairement ouvriers. Rues des Entrepôts et Debain, par exemple, 70 personnes environ travaillent à la Compagnie des chemins de fer du Nord, les autres œuvrent chez Luchaire, à la CGO et dans d'autres usines et ateliers de Saint-Ouen (Cirages français, Chaix, Tiru...), de Paris et de Saint-Denis. Les ouvriers côtoient des commerçants, des petits patrons, des employés de banques, des comptables, des facteurs et des institutrices... Le milieu professionnel de la récupération connaît aussi une certaine hiérarchie sociale : « *Mon arrière-grand-père faisait les poubelles à Paris ; il avait sa charrette avec un cheval, tout le monde ne pouvait pas se la payer*

[...]. Ce que je peux dire sur l'apparence vestimentaire de mon arrière-grand-mère, c'est qu'elle avait quand même des tabliers de soie et des vêtements corrects, ce qui fait la renommée de cette famille de chiffonniers, de biffins ; tu savais que c'était pas des pauvres ».

Cette relative mixité sociale perdure après-guerre selon plusieurs témoignages. Une habitante se souvient avoir connu, par exemple, le directeur de Luchaire qui habitait le quartier : « *Sa femme opérée du cœur m'avait demandé si je pouvais faire du ménage. Ils habitaient rue Morand. Quand j'emmenais les enfants à l'école, les miens étaient toujours habillés en blanc. Tous les matins, il les voyait passer et après il me l'a fait remarquer ».* Un autre évoque la présence des commerçants puciers dans les années 1960 : « *C'était un quartier pauvre, ouvrier, prolétaire ; mais il y avait les deux, parce que comme il y avait les Puces à côté, il y avait pas mal d'antiquaires qui habitaient le quartier et eux, ils avaient de l'argent.*

Donc, en fait, il y avait un mélange, il y avait une mixité sociale déjà à l'époque, beaucoup plus flagrante que maintenant ». Une autre encore observe les nouveaux comportements d'habitants arrivés récemment : « *Le quartier est devenu un peu bobo avec les nouveaux immeubles en accession à la propriété. Nous on le voit, les parents qui viennent à la bibliothèque, ce sont plutôt des trentenaires avec des petits enfants. Ce sont des gens qui sont plus impliqués par rapport à la lecture et aux tout-petits. Le samedi matin, c'est les trentenaires du quartier, nouveaux arrivants, qui viennent avec leur bébé, moi avant, aux Gravieres, je n'avais jamais vu ça ».*

Le déclin démographique de l'après-guerre

Le reflux démographique se généralise après la Seconde Guerre mondiale. La baisse est forte en 1946, du fait de l'exode, des destructions des bombardements alliés de 1944 et des déportations de juifs du quartier vers les camps de la mort. La construction de la cité « Joseph Staline » (future cité Bourdarias) à partir de 1946 puis de plusieurs logements collectifs ne parvient pas à enrayer la tendance au déclin démographique due à de nombreux départs, à la baisse progressive de la natalité, à la désindustrialisation du quartier (départ de Luchaire notamment) à la disparition des métiers de la récupération (chiffonniers, ferrailleurs...). Ce



Jeune mère du quartier, née dans l'Aisne en 1913, avec ses deux enfants.

déclin se poursuit jusqu'à la fin des années 1990, la population remontant ensuite pour atteindre un peu moins de 6 000 habitants en 2006. Le quartier se caractérise à cette date par une part élevée de petits propriétaires, un grand nombre de familles avec enfants, une sur-représentation des adultes en âge de travailler et un taux de chômage élevé.



Des roulotte aux HLM Bourdarias, de Baraduc au Chat perché

La diversité des habitations

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les petites maisons de plain-pied ou bien d'un et deux étages, situés en bord de rue ou à l'arrière des terrains, constituent la majorité des logements. Construites en briques, carreaux de plâtre ou moellons, elles disposent généralement d'une salle à manger, d'une cuisine et d'une ou deux chambres, avec un toit à un ou deux versants. Il n'est pas rare qu'elles soient surélevées d'un étage au bout de quelque temps. À partir de la fin du XIX^e siècle, quelques maisons bourgeoises et pavillons sont édifiés ainsi que plusieurs

immeubles « de rapport » de trois, quatre voire cinq étages, comprenant souvent, à l'intérieur du quartier notamment, deux appartements par étage. En 1928, un bâtiment imposant est érigé avenue Michelet par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour loger son personnel. Conçu par l'architecte Cassan, il comprend 50 logements répartis sur six étages.

Dans les années 1960, certains appartements du quartier gardent encore leur configuration et leur équipement original :

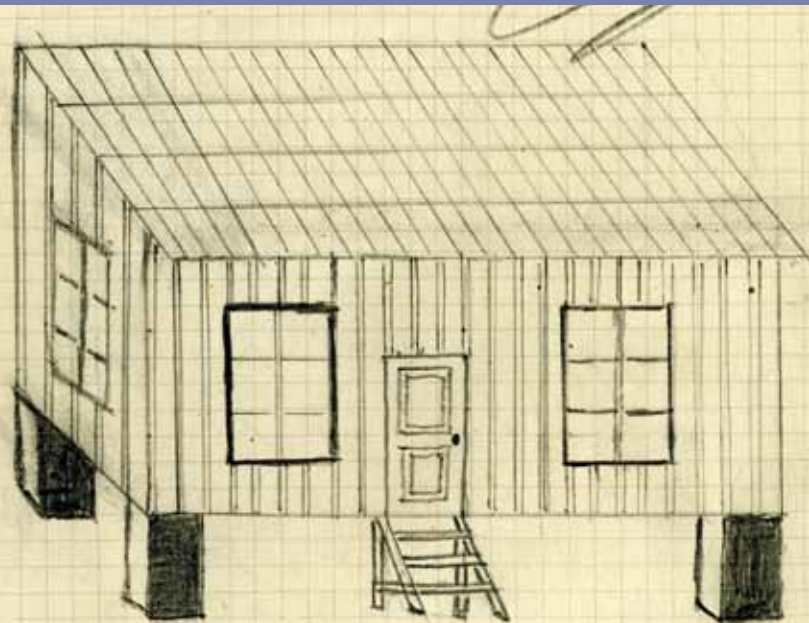
« Au 1 rue des Entrepôts, on habitait au cinquième étage mes grands-parents, mes parents et moi. C'était un appartement avec deux chambres, une cuisine, sans douche mais avec les toilettes à l'intérieur. Pour se laver, on avait deux bassines, une pour le haut et une pour les pieds. Le lavage se faisait dans la cuisine. On avait des lits pliants. Pas de chauffage, on se faisait livrer par Vergne le charbon qu'on stockait à la cave, de l'anthracite et du boulet, pour les salamandres - c'était des petits poêles - et pour la grosse cuisinière ».




Plusieurs bâtiments d'habitations construits avant la Seconde Guerre mondiale disposent d'une ou deux boutiques et arrière-boutiques au rez-de-chaussée ainsi que des hangars servant d'entrepôts. Certains sont même pourvus d'écurie à l'arrière. Il faut ajouter à ce paysage urbain les nombreuses baraques, bicoques et autres chalets. Dès la fin des années 1860, de chaque côté de la route d'Épinay, surgissent des baraques en bois ou en pisé, couvertes de feuilles de zinc, matériaux provenant des démolitions de la capitale et faisant office de guinguettes. C'est ensuite au tour des chiffonniers d'ériger leurs pauvres masures, « cité Millet » près de l'avenue Michelet (en face de la rue Villa-Biron), ou rue Desportes. Sur la Zone, les bicoques commencent à s'accroître peu avant la Première Guerre mondiale. Leur construction se poursuit durant l'entre-deux-guerres, rue Adrien-Lesne notamment, où l'on bâtit entre

autres des « maisonnettes » disposant parfois de jardinets et même, au n° 53, un hôtel meublé et une cantine au grand dam de la mairie. Rudimentaires, couvertes souvent de carton bitumé ou de fibres-ciment, ces constructions ne sont toutefois pas toutes misérables : « *Moi, ça m'a beaucoup mis en colère, parce qu'on a dit que mes parents habitaient dans un bidonville. J'ai dit non, mes parents n'ont jamais habité dans un bidonville ! Des baraques, oui, d'accord ! Je ne le renie*

pas, moi j'ai été élevée dans la Zone, ça ne me gêne pas. Il y avait une maison derrière chez nous, c'était comme une maison pré-fabriquée en bois, avec une entrée, une chambre. Nous, on n'avait pas d'entrée, mais tout était propre, quand le docteur Durand venait de la place Jean-Jaurès, il s'asseyait sur le lit... Ma mère portugaise ne parlait pas très bien le français, et il me disait toi ma grande, tu seras infirmière ». Fabriquées pour beaucoup en planches, ces bâtisses demeurent sous la menace





du feu. En juin 1931, une trentaine d'entre elles, habitées par des travailleurs français et espagnols, sont détruites par un incendie.

La Zone accueille aussi, dans les années 1930, quelques wagons mis à la réforme qui servent de logement. Une autre forme d'habitat dans le quartier

est la roulotte, abritant entre autres des forains et des manouches. Dès les années 1880, elles sont présentes rue Casses, place Baraduc... En 1921, celles du bout de la rue des Entrepôts abritent des camelots, acrobates, photographe ambulants, vendeurs de guimauve... ainsi que la fameuse ancienne danseuse « La

Goulue ». Au début des années 1960, on trouve encore des roulottes de manouches stationnées près de la Zone.



Rue Adrien Lesesne - St-Ouen

Les baraques insalubres de la Zone en 1929.

Un quartier longtemps insalubre

L'insalubrité est le lot de nombreuses maisons. En 1887, un marchand de vin demande l'inspection de sa maison par le Conseil de salubrité car « le réservoir à l'eau n'est pas couvert, l'eau que nous buvons est malpropre. Les cabinets d'aisance sont encore plus mal tenus ; il n'y a pas de conduit pour recevoir l'urine qui coule dans le ruisseau de la rue ; il n'y a pas non plus de ventilateur ». Faute d'assainissement, le quartier est effectivement surexposé aux épidémies. Le choléra de 1892 – 1893 provoque ainsi de nombreuses victimes, dont plus d'une quarantaine parmi les chiffonniers du quartier. Deux ans après les ravages du choléra, en 1895, débute la mise en place d'égouts, rue des Entrepôts ; elle se poursuit au moins jusque dans les années 1920 (rues Eugène-Berthoud, Pauline, Baraduc, Adrien-Lesnes).

Les premiers équipements

L'école « Cayenne » (groupe scolaire et asile pour les petits) est un des premiers équipements concernant l'enfance. Elle ouvre ses portes en 1880 mais sera vite surpeuplée, accueillant 465 élèves pour huit classes en 1904. Vingt ans plus tard, la crèche Baraduc est inaugurée rue Baraduc (impasse Claude-Guinot).

En matière de transport collectif, la présence du cimetière puis l'installation des guinguettes et du marché aux Puces favorisent les dessertes entre Paris et l'avenue Michelet. Cette voie est d'abord desservie par une ligne d'omnibus à cheval qui permet en 1876 de faire le trajet place Rochechouart – cimetière de Saint-Ouen en vingt-deux minutes, puis au début des années 1880 par la ligne de tramways cimetière de Saint-Ouen – Bastille, qui est dès 1883 une des plus encombrées du réseau. En juillet 1888, la Compagnie des chemins de fer du Nord met en place un service de train-tramways entre Paris et Saint-Ouen les Docks, desservant l'avenue Michelet.

De grandes carrioles à dix et douze places partent également à cette époque tous les quarts d'heure du boulevard Barbès vers le cimetière, au prix modique de dix sous la place. En revanche, les rues intérieures du quartier ne sont pas desservies, d'autant plus que la viabilité ne s'effectue que très lentement : la rue des Quatre-Cousins est pavée en 1885 et la rue Debain reste chemin de terre jusqu'en 1892.

La généralisation de l'éclairage est tout aussi lente : d'abord quelques becs à huile – trop rares à en croire les habitants de la rue Debain qui en réclament deux en 1892 – puis le gaz d'éclairage vers 1905. En 1906, *Le Courrier socialiste* se plaint encore de l'obscurité de la rue des Poissonniers qu'il présente comme un repère d'« Apaches » (voyous) : « Là, quatre ou cinq lumignons à huile jettent, sur cette voie déjà si triste, comme un reflet d'outre-tombe. Puisque le baptême des rues était à l'ordre du jour, notre Conseil aurait pu dénommer celle-ci rue du Rendez-vous des Apaches. Les murs



des cimetières sont couverts d'inscriptions ordurières et de dessins obscènes par les soins de ces individus. Il est vrai qu'il n'y a guère de coin plus alléchant pour ces messieurs et leurs « dames ». Le gazon qui croît sur les trottoirs leur offre un moelleux tapis où tout à leur aise ils prennent leurs ébats. C'est là, sans crainte d'être dérangés, qu'ils attendent l'ouvrier ou l'employé de chemin de fer dont le service ne prend fin qu'au milieu de la nuit ». Enclavé, le quar-

tier souffre aussi du manque de services publics. Le premier bureau de poste « de plein exercice » s'ouvre en 1935 au 90 avenue Michelet. Il sera ensuite transféré au n°97.

La reconstruction de l'après-guerre et la cité Bourdarias

La physionomie du quartier change progressivement après la Seconde Guerre mondiale, suite aux bombardements de 1944 qui provoquent des destructions et de nombreuses victimes (vingt-six morts notamment dans l'abri rue Adrien-Lesesne) : *« Rue Morand, quand on est sorti de la cave, il n'y avait plus rien autour de nous, il n'y avait que des matelas par terre. J'étais au rez-de-chaussée, je ne voulais pas aller à la cave avec ma fille ; et le propriétaire a dit à mon mari : descendez à la cave ! À la fin de l'alerte, les gens sont sortis. On voyait comme en plein jour tellement ils nous envoyaient de lumière les avions. Là où il y a eu le plus de morts, c'est sur le terrain vague où ils ont fait le pont ensuite. Rue Casses, toute une famille portugaise est morte. Après la deuxième alerte, ils s'étaient réfugiés dans un genre de café. Et leur maison n'a rien eu ! ».*

La reconstruction est menée d'abord par quelques propriétaires privés, regroupés en association syndicale de remembrement



(puis de reconstruction). Près de la rue des Poissonniers, un vaste ensemble de bâtiments en briques apparentes de six et quatre étages, dit de la « ceinture verte », est projeté dès 1946. Dans un premier temps, le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) bâtit trois « immeubles collectifs d'État » ICE en copropriété, conçus par les architectes Crevel et Gautruche; ils seront achevés en 1950. En décembre 1949, le Conseil

municipal dénonce la mise en vente des appartements par le MRU et demande que la gestion en soit confiée à l'Office public HBM de Saint-Ouen. Celui-ci a déposé en décembre 1947 un dossier de construction de deux autres immeubles, conçus par l'architecte De Graet. Le dossier étant retardé par les services de l'État, les travaux ne débutent qu'en juin 1949 et sont achevés à la fin de l'année 1950. Quatre-vingt-deux logements de deux, trois et quatre pièces

sont offerts au public. Après 1953, l'OD-HLM de la Seine érige quatre immeubles formant soixante-dix-huit appartements composés en majorité de quatre pièces. Les premiers occupants de la cité sont impressionnés : *« C'était une cité ultra moderne, même si elle était faite avec des matériaux de cette époque d'après-guerre comme l'opus incertum pour le dallage, les briques en terre cuite... On avait le chauffage central, une salle de bain, des waters. C'était un appartement bien distribué de trois pièces de 70 m² pour quatre, équipé de placards. Il y avait au grenier un endroit où l'on pouvait faire collectivement sécher son linge et pendant la première décennie, les femmes montaient leur linge aux séchoirs. À cette époque, on n'avait pas de baignoire dans la salle de bain, on avait un bac à laver en ciment avec une margelle pour battre le linge et moi je prenais mon bain là-dedans. Il y avait un petit bac à douche à côté où mes parents prenaient leur douche. J'ai eu une enfance heureuse dans la cité mais on vivait un peu en microcosme »*. La cité emprunte

Restauration et création d'équipements

d'abord son nom à la rue Joseph-Staline, puis est rebaptisée « Bourdarias » en 1962. Cet épisode de la « déstalinisation » marque encore les esprits : « *Moi, je me souviendrai toujours... On n'en revenait pas. Ma grand-mère disait : c'est pas possible ! Personne n'y croyait. Staline à qui on écrivait des lettres !* ».

Par la suite, les grands opérateurs de la rénovation du quartier sont l'Office communal d'HLM et la Semiso, fondée en 1966. Entre 1962 et 1996, l'OPHLM bâtit près de cent soixante logements dans des nouveaux immeubles situés rues Eugène-Berthoud, du Docteur-Bauer, Desportes, Baudin, des Entrepôts et impasse Germaine. La Semiso érige notamment les bâtiments Bauer – Desportes (cent trente-deux logements) en 1974, la barre du 16-20 rue Adrien-Lesesne (cent neuf logements) en 1977, ainsi que l'immeuble du 16-20 rue Eugène-Berthoud (soixante-quatre logements) en 1983.

Parallèlement à la reconstruction, la municipalité restaure ou fait construire divers équipements, en direction essentiellement de l'enfance et de la jeunesse. En 1946, la crèche « Bourdarias » (ancienne crèche Baraduc sinistrée dans le bombardement de 1944) est remise en état : trente-cinq enfants en profitent en 1950. « *Ma mère a eu beaucoup de courage, elle avait deux vies, son métier de femme au foyer à l'époque où il n'y avait pas de machine à laver et tout ça, et celui d'enseignante. Il faut dire aussi qu'on a eu la chance du fait de la profession de mes deux parents, d'avoir une place à la crèche Baraduc. Ce n'était pas un privilège. Les crèches dans leur vocation étaient faites pour garder les enfants des gens qui travaillent ; beaucoup de femmes, étant au foyer, n'étaient pas prioritaires pour les crèches* ». Entre 1948 et 1950 est reconstruit le groupe scolaire Michelet (également bombardé en 1944). Neuf nouvelles classes sont aménagées et le préau est reconstruit : « *Le préau de l'école de garçon était inutilisable parce qu'il avait*

été démolit ; c'est pourquoi l'école primaire venait déjeuner à l'école maternelle ». En 1954 s'ouvre un dispensaire infantile, 154 rue du Docteur-Bauer ; deux ans plus tard, l'école maternelle de la rue Jean-Pernin est bâtie pour remplacer l'ancienne école en préfabriqué. Les équipements sont alors surchargés : « *J'ai débuté comme enseignante à l'école maternelle du quartier en 1948 avec une classe de cinquante-cinq élèves !* ».

En 1965, une bibliothèque annexe est inaugurée rue des Gravieres : « *J'ai commencé à travailler à la bibliothèque en 1985. C'était un appartement transformé en une grande pièce, on était deux à travailler. Il y avait deux grandes tables pour faire les devoirs ; quand on recevait des classes, les enfants s'asseyaient par terre, entre deux rangées d'étagères, parce qu'il n'y avait pas de place. On ne faisait pas d'animation comme ça se fait maintenant à Lucie-Aubrac, des contes, des expositions... Des tout-petits venaient tout seuls, hauts comme trois pommes, pour*

faire leurs devoirs; ils n'arrivaient parfois même pas à pousser la porte. Des enfants venaient aussi pour se réchauffer, certains parfois pour se laver ».

Sont ensuite ouverts le marché couvert de la rue Eugène-Berthoud en 1966, puis un foyer de jeunes inauguré en 1971. Le quartier bénéficie de nouveaux équipements municipaux à partir de la fin des années 1990 : la médiathèque Lucie-Aubrac en 1998 (installée dans l'ancien marché couvert), le gymnase Tommie-Smith en 2004, la ludothèque Le Chat perché en 2009.



Inauguration le 19 juin 1966 du marché Berthoud, actuelle médiathèque Lucie-Aubrac.



De la Zone à la Maison des jeunes, loisirs et jeux à Debain

Les premiers lieux distractifs : les cafés et « l'Amicale »

Dès 1874, l'écrivain Maxime Ducamp relate l'embryon d'un village festif qui se fonde le long de la route d'Épinay : « cabarets, guinguettes, tonnelles, jeux de boules, jeux de siam, jeux de quilles, balançoires ; c'est d'une gaieté étourdissante ». Les nombreux cafetiers qui viennent ensuite s'installer vont jouer pendant longtemps un rôle prépondérant dans la sociabilité masculine et les distractions. Leurs noms sont très divers : *Le chantier du Rond-point* (carrefour Debain), *Aux vendanges du Petit Bourgoigne* ; *À la civette de Saint-Ouen*, *Aux*

rendez-vous des familles (avenue Michelet) ; *À l'ami Baptiste*, *Aux enfants du Nord* (rue Debain) ; *Le Pisse en l'air* (angle des rues Desportes et Docteur-Bauer) ; *Au Tambour*, *La Gironde*, *Le Petit Tonneau*, *La Belle Époque*, *Au Vrai Moka* (rue des Entrepôts)... Sur la Zone, certains cafés ont leur « bosquet » (terrasse sous les grands arbres) où l'on vient le dimanche manger des moules et des frites.

Les plus grands cafés du quartier disposent souvent de salles de billard et d'arrière-

salles de réunion et de divertissement. Des « sociétés » y offrent des bals comme le Cercle des Familles qui organise en 1891 chez Joseph Ansel, avenue Michelet, un « grand bal de nuit » avec tombola, prolongé à minuit par une polka. L'ambiance musicale s'y maintient par la suite. C'est dans les cafés, ainsi que sur le terrain de boules du carrefour Debain, que les musiciens manouches, dans les années 1960 et 1970, font découvrir leur musique aux jeunes notamment. Les cafetiers sont également actifs au sein des comités des fêtes



L'Amicale de Saint-Ouen, rue des Entrepôts, vers 1905.

qui mettent en place diverses animations locales. Certains interviennent aussi dans la vie politique. Les réunions des militants du Parti Communiste se font, durant les années 1930, salle du Tambour, puis après la guerre, *Chez Tutu*, un café au bout de la rue du Docteur-Bauer.

Autre lieu de réjouissances : le local de la coopérative l'Amicale, fondée en 1885 au 17 rue des Entrepôts. En juin 1914, peu avant le déclenchement des hostilités franco-allemandes, on y donne des réunions publiques sur la coopération et le socialisme mais aussi des « goguettes sociales » au prix d'entrée de 0,25 franc. Dans les années 1920, le groupe communiste « l'Avenir de Michelet » y offre des concerts et, « tous les samedis et dimanches soirs jusqu'à minuit », des bals. Ce groupe militant appelle alors les habitants de Cayenne à participer à plusieurs activités distractives : groupes lyriques, sportifs, bigophoniques...

Fêtes, cirques et exhibitions

La première grande fête de quartier (assez tardive par rapport à d'autres communes de banlieue) remonte au mois de mars 1891. Organisée par la municipalité à l'occasion de l'inauguration de la mairie et par les commerçants, notamment les

marchands de vin, la « fête de Cayenne » dure 15 jours. Le programme ressemble à celui de nombreuses festivités de banlieue : grande retraite aux flambeaux, salve d'artillerie à l'aube, représentation théâtrale en soirée au profit d'une œuvre de bienfaisance, concert, bal champêtre au carrefour Debain, course vélocipédique, feu d'artifice assuré par l'inévitable Ruggieri,

fête foraine sur les terrains situés entre les rues de La Chapelle et des Quatre-Cousins... Les sociétés audoniennes sont sollicitées : la société de gymnastique La Revanche de Saint-Ouen et l'Étoile militaire assurent une fête de gymnastique et des exercices tandis que la société colombophile Les Rapides de Saint-Ouen propose un « Grand lâcher de pigeons ». Le clou du spectacle est l'arrivée de la Ménagerie du célèbre dressier Jean-Baptiste Pezon.

La fête du « quartier Michelet – Cayenne » succède rapidement à celle de Cayenne. En 1898, elle a lieu place Baraduc avec au programme, entre autres, « l'enlèvement » (ascension) d'un ballon aérostatique, monté par l'aéronaute Bulcken, et une course à l'âne. En mai 1905, 60 forains viennent l'animer avec leurs manèges et leurs théâtres. La fête n'a toutefois pas le succès escompté, aux dires d'un journaliste du *Courrier socialiste* : « Nous avons une singulière saison printanière que chacun maudit avec raison. Aussi la soirée de dimanche a-t-elle été particulièrement maussade pour les malheureux forains qui ont répondu à l'appel du comité des fêtes.



Café Le Tambour, situé au 29 rue des Entrepôts.

Le bal champêtre qui s'est tenu en face de la rue Eugène-Berthoud nous a paru être un fameux fiasco pour les commerçants [...]. Ce bal a le désavantage d'amener une population assez hétéroclite habitant plutôt de l'autre côté des fortifs, de laquelle il n'y a guère que du scandale à attendre. La retraite aux flambeaux qui a eu lieu la veille a été effectuée rapidement ; trop même, car beaucoup de citoyens ont été obligés de renoncer à l'accompagner sur tout son parcours. Cela tenait, paraît-il, à ce que les bicyclistes qui ouvraient la retraite, allaient trop vite, mais nos braves pompiers (quand on est pompier on est toujours brave) ont marché comme un seul homme accompagnés des trompettes dirigées par M. Durel ».

Fêtes foraines, cirques et exhibitions diverses vont longtemps marquer les esprits des habitants : « *Les manouches mais aussi les gens du cirque venaient régulièrement utiliser la fontaine dans l'arrière-cour du café de mon grand-père, rue des Entrepôts, et on avait même eu droit à un lama dans la*

cour ! ». On raconte même qu'un boa a été trouvé sur la Zone dans une valise volée au cirque Bouglione ! On se souvient aussi de la présentation sous un chapiteau, à proximité du quartier, de la fameuse baleine exhibée aux Parisiens en 1953.

À la fin du XIX^e siècle, Cayenne est aussi le théâtre de certaines animations de la fête communale qui a lieu généralement au mois d'août. En 1896, par exemple, une course de voitures à bras traverse les rues du quartier : une soixantaine de concurrents coiffés d'une toque bleue, avec un brassard aux armes de la ville, traînent ou poussent leur véhicule sur un parcours de quatre kilomètres.

Le 14 juillet est un autre grand moment festif. Le bal a lieu traditionnellement place Debain ; il s'achèvera au début des années 1970, après une violente bagarre. Durant les années 1950, on célèbre aussi la fête nationale au sein de la cité Bourdarias : « *Les fêtes du 14 juillet, c'était les copains*

cocos qui entre eux organisaient les choses, c'était la famille D. qui tenait la baraque à frites, c'était la famille machin qui tenait le stand où l'on envoie des balles dans les bouteilles, l'autre organisait la course en sac... [...] Elle avait lieu dans le jardin de la cité Bourdarias, elle était ouverte à tout le quartier mais la grande majorité était de la cité ». Cette époque est aussi le temps des bals offerts par des associations locales (Amicale des Locataires ou Union des Femmes Françaises). L'école Michelet joue un rôle important dans le rythme festif du quartier : distribution des prix jusqu'à la fin des années 1960, carnaval des enfants, fête des Catherinettes, puis plus tard kermesse de fin d'année organisée conjointement par les enseignants et les parents.



Carnaval dans le quartier Debain, devant la boucherie chevaline et le bar Le Señoritas, les 16 et 17 juin 1973.



Sport, cinéma et sorties champêtres

Les activités sportives et de détente physique se développent progressivement, s'ouvrant davantage aux femmes entre les deux guerres. Il n'existe pas de société sportive officielle se reconnaissant comme propre à Cayenne mais on pratique, librement ou en club, de nombreux sports : la natation, souvent dans la Seine ou bien, après 1930, à la piscine des Amiraux dans le XVIII^e arrondissement ; le cyclisme ; la gymnastique, par exemple à la salle de la Montmartroise Sportive Ouvrière ouverte en 1932... On assiste aussi aux compétitions, notamment les matchs de foot du Red Star, qui joue à Saint-Ouen depuis 1909 dans le nouveau stade de la rue de La Chapelle. Durant les années 1970, quelques sportifs de renom habitent le quartier, tels l'entraîneur de boxe José Jover (1911-1989) ou bien le catcheur surnommé « l'Ange Blanc ». Une autre activité de détente est le jeu de boules, pratiqué en divers endroits après la guerre : « Cité Bourdarias, quand ils nous ont retiré notre jardin où l'on se faisait des tentes, il y avait en dessous des fenêtres

de l'appartement de mes parents un terrain de boules. Ils jouaient aussi sous le pont en allant du côté de la Porte des Poissonniers et puis après il y a eu le terrain place Debain, à la place des maisons ».

Le cinéma fait son apparition au tout début du XX^e siècle. Dès les années 1905, des forains du quartier disposent de matériel de « cinématographe forain » et projettent des films dans des baraques ou roulottes, peut-être du côté de la rue des Entrepôts. En 1909, un industriel du nom de Blanchet ouvre une salle « dans ce quartier désespérément oublié de Saint-Ouen, affirme le *Journal de Saint-Denis* le quartier Michelet, carrefour de la rue des Entrepôts ». La salle est toujours en place dans les années 1960 mais désaffectée, ouverte aux jeux des enfants. Le cinéma ne disparaît toutefois pas complètement du quartier à cette époque : des séances sont organisées par le Parti Communiste en plein air ou dans le local municipal de la rue du Maréchal-Leclerc.



D'autres distractions ont un caractère affinitaire plus confidentiel. Quelques habitants de la rue des Entrepôts perpétuent par exemple après-guerre, dans un salon du boulevard de Charenton à Paris, la tradition du « banquet des Auvergnats ». Ce repas festif se poursuit durant les années 1960 mêlant plusieurs commerçants de la rue sans distinction d'origine.

La ballade « aux Puces » toutes proches, en famille ou entre copains, constitue

depuis longtemps un agréable passe-temps, teintée parfois d'une certaine appréhension, du fait de la mauvaise image du lieu.

On se distrait également en quittant Saint-Ouen. Il peut s'agir de sorties collectives comme la « sortie champêtre » organisées à Viarmes par le groupe communiste l'Avenir de Michelet en 1922 ou encore, au début des années 1960, les virées dominicales de brocanteurs, ferrailleurs et autres commerçants de Debain sur les

Grand banquet auvergnat, vers 1956, au Salon Delbon, rue de Charenton, à Paris.

Les distractions de la jeunesse

pontons d'un étang de Mantes-la-Jolie pour s'adonner aux plaisirs de la pêche. Les départs à la campagne se font aussi en couple ou en famille : *« Mon père voulait s'échapper de sa vie d'ouvrier et c'est vrai qu'on est parti souvent à la campagne [...] Près de Meaux, au bord de la Marne, il y avait un immense terrain de camping et une piscine. Papa avait acheté une tente Trigano et tous les vendredis soirs, on chargeait la voiture et on partait ».*

Au début du XX^e siècle, les jeunes du quartier jouent dans la rue au « tire-pavé » (morceau de cuir au bout d'une ficelle faisant office de ventouse quand il est humidifié), au jeu du « guisot » (morceau de bois conique que l'on se renvoie à l'aide de bâtons), aux carrioles, montées de bric et de broc... Pour se faire de l'argent de poche, certains attrapent des sangsues dans la Seine pour les revendre aux pharmaciens, récupèrent, à destination des pêcheurs, des asticots auprès des chiffonniers stockant des os, ou bien des capsules d'étain auprès des garçons de café qu'ils monnaient ensuite aux maîtres-chiffonniers. Ils profitent aussi d'animations lors des fêtes du 14 juillet : « projections lumineuses » sur l'histoire de la Révolution entre autres, qui ont lieu chez un photographe artistique de l'avenue Michelet, « mât de cocagne » avec son lot de victuailles offert par les commerçants, ou jeu consistant à couper, les yeux bandés, une ficelle au bout de laquelle pend un lot.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'aire de jeux se restreint et se limite souvent à la rue en bas de chez soi. La Zone toute proche est également un vaste terrain de jeux et d'aventures. Dans les années 1960, on y fait du vélo, on y fume en cachette des P4 (cigarettes en paquet de quatre) ou même des « racines adventives » ; on y vole des baisers aussi... Les plus hardis se rendent également en bande dans la sinistre rue des Poissonniers (appelée aussi rue des « chats crevés ») jusqu'au tunnel dit le « Pont noir » qui rejoignait la Plaine Saint-Denis : *« Il y avait des légendes de crimes, de sadique sexuel, tout ce que l'imaginaire de l'enfance peut produire. On allait en vélo là, on y faisait du cross. Il y avait de grosses mottes de terre, les voitures ne pouvaient pas y accéder ; c'était un terrain d'aventure exceptionnel ».* Les distractions se déroulent encore peu à la maison, malgré l'arrivée progressive de la télévision dans le quartier à partir de la fin des années 1950. On joue dans la rue ou bien l'on utilise les rares locaux disponibles, notamment la « chapelle

Macchiavelli » qui accueille, avec l'autorisation du père « Raphaël », « boums », spectacles théâtraux et autres anniversaires. Les grands événements festifs municipaux sont aussi l'occasion de se divertir même s'ils n'ont pas lieu dans le quartier. Au moment du carnaval municipal, des enfants de la rue Eugène-Berthoud sortent déguisés. À l'école Michelet, des jeunes filles célèbrent un temps les « Catherinettes » en confectionnant divers objets durant leur cours de couture.

Depuis l'entre-deux-guerres, une partie des enfants du quartier est encadrée le jeudi par les patronages : l'Éveil de l'Enfance, patronage laïque municipal créé après 1901, ou les patronages religieux. « J'étais avec les sœurs de Saint-Vincent de Paul. Rue Liger, il y avait les jardins des anciens combattants et là elles avaient fait comme une baraque. C'était une chapelle, il y avait les chiffonniers à côté, une fois ils ont même volé la cloche. Elle s'appelait Notre-Dame de la Zone. Il y avait un autel, une pièce pour les grandes. Le jeudi, on faisait de la couture...

Programme de la Maison des jeunes, années 1970.

FEVRIER
10 REPRÉSENTATIONS
EXCEPTIONNELLES

Tous les **MARDIS. 21^H**
MERCREDIS. 15^H
SAMEDIS. 21^H

[RELÂCHE LE 1 et LE 22]

participation aux frais : 15^F et 10^F
 Réservation tel 255.18.23

a propos de la Savetière :

"Une troupe jeune, pleine d'entrain donne un spectacle tourbillonnant qui sert un texte riche d'images."
 "L'Humanité."

"La Savetière Prodigieuse" par l'Ensemble, plus d'une heure et même deux d'enchantement, de couleurs de mouvements, de vie,... bref, de talent."

"Le Provençal."

"Nouvelle réussite de la troupe

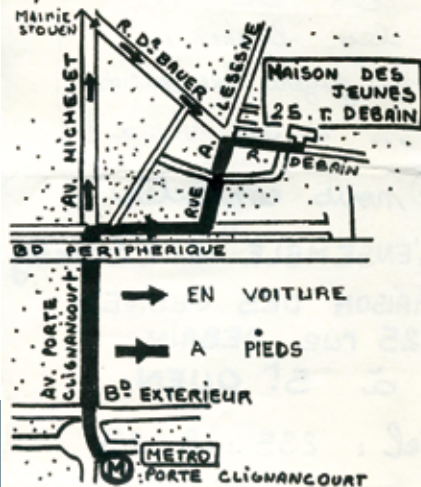
"L'Ensemble."

"Le Républicain."

"Une troupe d'une remarquable cohérence, une troupe passionnée, du théâtre."

"France Nouvelle."

pour venir :



LA MAISON DES JEUNES
25 r. DEBAIN S'OUEN

PRESENTE LE

THEATRE

PAR

L'ENSEMBLE dir. F. SANCHEZ



Ensuite on est allé à Gamaches dans l'Eure, il y avait un orphelinat et les sœurs nous emmenaient des fois en vacances, moi j'y allais comme surveillante. On venait nous chercher à la gare avec une remorque ».

Adolescents, les jeux divergent. Les garçons se tournent, entre autres, vers le baby-foot ou le billard, ce qu'évoque Bernard Dubois dans son livre de souvenirs : *« L'avenue Michelet, c'était aussi les cafés tenus par le « milieu », corse principalement [...] Ce qui nous intéressait, c'est que les tenanciers nous laissaient des journées entières jouer au baby-foot sans consommer. Ils nous permettaient même de récupérer les balles de jeu ».*

Depuis 1967, les jeunes disposent d'un lieu d'animation ouvert par la municipalité dans une maison de la rue Debain. Il est vite remplacé par un « Foyer des jeunes », bâtiment de type algéco installé place Debain. La « Maison des jeunes » propose diverses activités mais, confrontée à de

nombreuses difficultés, elle doit fermer ses portes. Certains adultes lui sont pourtant redevables après coup d'avoir contribué à rectifier la dérive de leur parcours, au moment où les drogues dures décimaient une partie des jeunes : « Moi, je dis merci à la Maison des jeunes pour m'avoir empêché de continuer dans les conneries. C'était un peu comme ma seconde maison. C'est là que j'ai appris à jouer aux échecs, que j'ai écouté les Beatles... On mettait les disques nous-mêmes sur les platines. Il y avait des boums, des soirées bal masqué... On organisait des tournois de ping-pong et de baby ; on faisait des sorties aussi, on est allé une fois faire du kayak à Clécy en « Suisse normande ». À la fin, il n'y avait plus d'animation, elle était à l'abandon, c'est dommage ».



« Quartiers en histoire(s) », un projet sur trois ans

« Quartiers en histoire(s) », projet triennal d'histoire et de mémoire sur les quartiers de Saint-Ouen, a été initié en septembre 2010 pour répondre à l'engagement n° 82 de la municipalité souhaitant « lancer des appels à projet auprès d'habitants, de salariés, d'historiens, d'économistes, d'architectes, pour faire raconter l'histoire de Saint-Ouen en s'appuyant sur le fonds des Archives municipales ».

Ce projet comprend plusieurs volets, archivistique, historique et artistique.

Pendant un an, chaque quartier fait l'objet d'une étude approfondie qui débouche à chaque fois sur une restitution qui peut prendre des formes différentes.

Debain – Michelet, premier quartier à être mis en lumière, est un territoire à forte identité, enserré entre le périphérique, la ligne de chemin de fer et le cimetière parisien.

S'appuyant sur la médiathèque Lucie-Aubrac, équipement de proximité essentiel

dans la vie de ce quartier, le service des Archives municipales a mis en place une série d'actions qui ont permis aux habitants de participer à l'écriture de l'histoire de leur quartier :

– des ateliers mémoire mensuels et thématiques (grandir, travailler, se loger...), animés par l'historien Pierre-Jacques Derainne, qui ont réuni les habitants du quartier et les élèves du club citoyenneté du collège Michelet ;

– la collecte de témoignages oraux consultables aux Archives municipales : 18 personnes sont venues livrer leurs souvenirs ;

– la collecte de document d'archives, sous forme de don ou de numérisation, qui enrichissent désormais les fonds d'archives (photographies, brochures...);

– des ateliers de recherche historique, menés avec les habitants, qui ont permis l'exploitation de documents historiques comme le recensement de population de 1911 ;

– des actions culturelles : lectures d'archives au Café des boulistes, visite architecturale du quartier par l'architecte Marie-Françoise Laborde, exposition sur les métiers.

Distribué à l'occasion de la fête du quartier Debain le 28 mai 2011, ce livret

historique est nourri par ces témoignages, documents et données historiques collectés tout au long de l'année.

« Quartiers en histoire(s) » poursuivra son travail d'histoire et de mémoire dans le quartier du Vieux Saint-Ouen dès septembre 2011.

Nous remercions chaleureusement les personnes ayant témoigné sur l'histoire du quartier Debain-Michelet et qui ont permis la réalisation de ce livret.

Monique Chagny, Évelyne Cheviet-Thiollier, Gilbert Corey, Évelyne Despaty, Gilbert Dubois, René Giloux, Françoise Lamotte, Annette Landauer, Charles Landauer, Monique Lopez, Maryvonne Mouton, Serge Moreau, Maria Rodrigues, Marcelle Siret-Giloux, Évelyne Tournelle, Ghislaine Tournelle, Bruno Vassal, Renée Vassal.

Sources écrites

André Antoine, *Origine du quartier Michelet*, sd (AR 11).

Félix Barbier, « Une partie de Montmartre devint... le quartier Debain », *À Saint-Ouen*, n° 19, juillet 2004. « Avenue Michelet, la « belle époque » de l'industrie », *À Saint-Ouen*, n° 23, novembre 2004 et n° 25, janvier 2005. « Quand Saint-Ouen fabriquait des pianos », *Saint-Ouen, ma ville*, n° 77, août 2002.

Catalogue des instruments de musique de la manufacture générale de Gautrot aîné, Paris, 1867.

Cellule Cayenne (1944-1946) [photographie intégrale d'un cahier de compte-rendus des séances de la section Cayenne du PCF] (Loc 374).

Urbain Cassan, « Un immeuble de la Compagnie du Nord à Saint-Ouen pour logements à bon marché », *La Construction moderne*, n° 31, 5 mai 1929, p. 378-387 (Loc 183).

Pierre Constant, *Les facteurs d'instrument de musique, les luthiers et la facture instrumen-*

tale, précis historique, Ed. Sagot, 1893.

Jacques Donies, *Saint-Ouen sur Seine, étude d'évolution urbaine*, Institut d'urbanisme de l'Université de Paris, 1939 (Loc 12).

Bernard Dubois, *Juste une mise au poing*, Publibook, 2007.

Catherine Kerno, *Saint-Ouen. Du village à la ville industrielle. Conséquences démographiques, sociales et politiques de l'industrialisation (1830-1914)*, thèse d'histoire, Université Paris 1, 1990 (Loc 100 1 et 2).

Alain Laurretta, « Les cimetières fleurissent à travers les âges », *Saint-Ouen, ma ville*, n° 68, novembre 2001.

Ludovic Luppino, *Domages de guerre et reconstruction : l'exemple des édifices publics dans une commune de la Seine, Saint-Ouen (1944-1962)*, 2002 (Loc 378).

Ronald Muller, *Habitants et anciens habitants de la Zone de Paris*, maîtrise, sociologie, Paris 8, 1983 (Loc 36).

Office du travail, « Grève d'ouvriers facteurs de pianos à Paris et Saint-Ouen », *Notices et compte-rendus, statistiques des grèves survenues en France pendant l'année 1892*, p. 141-145.

Daniel Terrolle, *Le quartier de Cayenne à Saint-Ouen. Mémoire, continuités, métamorphoses*, thèse, Université Paris 10, 1987 (Loc 65).

Collecte et analyse de la constitution de la mémoire populaire urbaine dans les quartiers sud de la commune de Saint-Ouen, Mission du Patrimoine Ethnologique/Université Paris 8, 1984 (Loc 20).

Nina Winograd, « Le convoi du 20 janvier 1944 », *Mémoire vivante*, n° 65, juin 2010.

Docteurs Wurtz et de Lauradour, « Le chiffonnage à Paris et dans la banlieue en 1916 », *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, n° 38, 1916.

Filmographie

Claude Dewaele, « Le destin de la famille Winograd », vidéo, couleur, 20 minutes, 1998 (2 AV 1).

Thibault Saladin, Kispon à Cayenne, DVD, couleur, 1h10, 2005.

Daniel Terrolle, Archives de la mémoire populaire de Saint-Ouen. Recherches en anthropologie urbaine et vidéo-ethnographie (1981-1984). Laboratoire VAO-UFR Arts, Université Paris 8.

Crédits photographiques

Bibliothèque nationale de France : page 11

Archives municipales de Saint-Ouen : pages 6, 8, 9, 13, 16, 19, 29, 32, 34, 35, 36, 38, 39, 41, 44, 45, 47

Photographie personnelle de Martine Bouaziz : page 42

Photographie personnelle d'Evelyne Cheviet-Thiolliet : page 14

Photographie personnelle de Georges Huber : page 22

Photographies personnelles de Monique Lopez : pages 28, 48

Photographies personnelles de Maryvonne Mouton : pages de couverture, 24, 31

Document personnel d'Evelyne Tournelle : pages 20, 51, 53

Photographie personnelle de Renée Vassal : pages 26, 49

Coordination et iconographie :

Olivier Banchereau, Marie-Pierre Lambelin, Gaël Normand du service Archives-Documentation-Patrimoine
Textes : Pierre-Jacques Derainne
Maquette : Antonin Crenn, Direction de la Communication
Impression : Public Imprim

Remerciements :

Le service des Archives municipales et la médiathèque Lucie-Aubrac tiennent à remercier :

- tous les participants aux ateliers mémoire ;
- les personnes ayant livré leur témoignage sur le quartier et ayant donné ou prêté des documents d'archives personnels ;
- les personnes ayant participé aux ateliers de recherche historique et notamment Monique Lopez ;
- les personnes ayant participé au tournage du micro-trottoir sur le quartier ;
- Laure Laborde, conseillère principale d'éducation du collège Michelet et les élèves du collège ayant participé aux ateliers mémoire ;
- la compagnie Les Interstitiels ;
- le café Les boulistes ;
- la compagnie L'Antre aux livres ;
- Marie-Françoise Laborde, ayant réalisé la visite guidée du quartier.

Le projet « Quartiers en histoire(s) » a reçu le soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis dans le cadre de la Convention de coopération culturelle.

